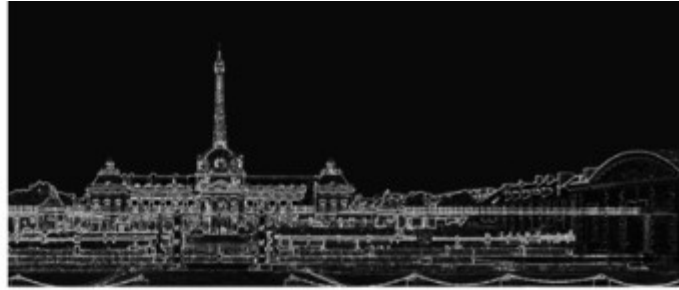
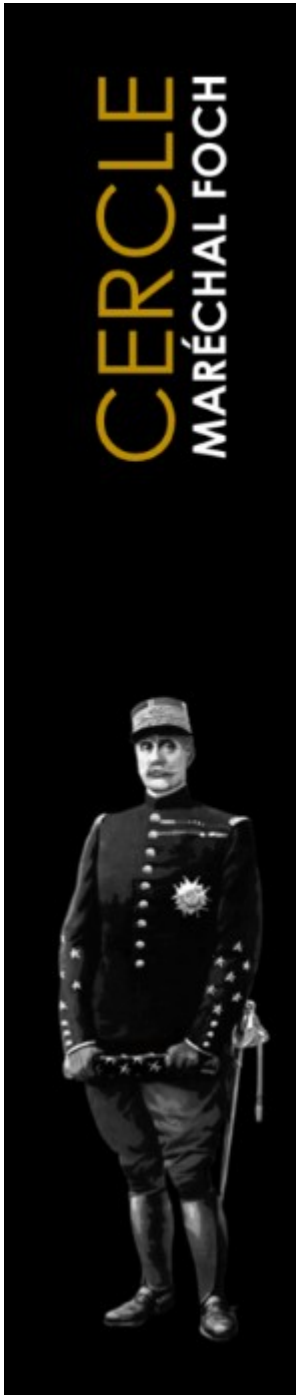


Présentation du dossier 32 « *Face aux ruptures, être prêt.* »

Les lignes qui suivent visent à replacer l'article que vous allez lire dans le cadre général du prochain dossier du [Cercle Maréchal Foch](#), « *Face aux ruptures, être prêt* ».



Novembre 2025

Face aux
ruptures,
être prêt.

32

En effet, début 2025, le Cercle Maréchal Foch diffusait via THEATRUM BELLI son dossier de réflexion n° 31 « [Le temps des ruptures](#) ». S'appuyant sur le vote récent de la loi de programmation militaire 2024-30, le dossier prenait acte des nouvelles formes de conflictualité, du retour de la force désinhibée comme composante des relations interétatiques, du choc culturel que le retour de la guerre en Europe orientale constituait pour les populations « *apaisées* » de l'Union européenne, vivant dans un espace sans frontières, sans ennemi, sans idéologie collective...).

On y évoquait les enjeux nationaux et internationaux, les défis technologiques et capacitaires, les questionnements éthiques et moraux qui découlaient de ce « *changement d'époque* ».

Un nouveau dossier, n° 32, est en cours de rédaction, intitulé « **Face aux ruptures, être prêt** ». Sans empiéter sur le rôle des organismes officiels et s'inspirant de la version 2025 de la revue nationale stratégique, il vise à dégager des principes généraux ou des orientations plus techniques qui pourraient soutenir les réflexions de tous ceux que le sujet de la défense nationale, dans le cadre européen, intéresse et, aujourd'hui, préoccupe. Ce dossier se refuse à un pessimisme qui encombre souvent les analyses de la situation actuelle et, en contrepoint de ce pessimisme du chemin à parcourir, entend mettre en avant un optimisme d'action et du but atteignable. Il entend cependant rester lucide et réaliste en s'appuyant sur l'expérience du passé, lointain comme plus récent...

Les allusions à « *l'entre-deux guerres* » étant nombreuses aujourd'hui, la première partie du dossier regroupera quelques éclairages sur les années 1935-1940. Il ne s'agit pas réécrire « *L'étrange défaite* » sans le talent de Marc Bloch, mais de choisir dans les prémices de la catastrophe de 1940 quelques instants où, avec le recul, il paraît incompréhensible qu'un voyant rouge ne se soit pas allumé sur le tableau de bord national, ou plutôt, s'étant allumé, pourquoi il fut si difficile de se préparer à l'épreuve qui s'annonçait.

Plus près de nous, la deuxième partie fait appel directement à nos rédacteurs, tous acteurs de la fin de guerre froide et de « *la guerre mondiale de la France* » pour reprendre le titre d'un livre récent de Michel Goya. À partir de la fin des années 1970, et surtout de 1990, les armées françaises (et l'on s'intéressera plus particulièrement à l'armée de Terre) ont été placées dans des situations opérationnelles imprévues, lointaines et exigeantes, dans un contexte de réduction de leurs moyens. De l'avis général, si les buts politiques furent loin d'être toujours atteints, les buts militaires le furent, avec plus ou moins de publicité, au prix d'efforts, y compris humains, souvent occultés. Cette partie récapitulera certains de ces efforts et permettra, nous l'espérons, de croire au « *succès des armes de la France* » pour les défis qui s'ouvrent désormais à nos armées.

La troisième partie se lancera dans l'exercice de la prévision dont on sait la difficulté, surtout, pour reprendre la boutade célèbre, lorsqu'elle traite de l'avenir. Il s'agira en fait d'un exercice de conviction de la part de rédacteurs qui, forts de leur expérience passée mais également de leur enracinement dans les réalités du moment, mettront sur la table « *de la nourriture pour l'esprit* », sans obligation de consommer !

Innovation majeure par rapport aux dossiers précédents, nous avons choisi de ne pas attendre d'avoir réuni l'ensemble des contributions de ce dossier n° 32 pour les mettre à la disposition de nos lecteurs. Elles seront publiées par THEATRUM BELLI au fur et à mesure de leur disponibilité, avant d'être réunies sous une forme complète. Vous trouverez donc ce rappel du but général et de l'articulation du dossier en tête de chaque publication, accompagné de l'indication de la partie à laquelle elle se rattache.

Poursuivant ses coups de projecteurs sur la Seconde Guerre mondiale, le Cercle

Maréchal Foch aborde à présent deux événements moins connus du public français, mais dont les conséquences sont encore très vives aujourd’hui dans les pays qui les ont vécus. Alors que la Russie exerce en 2026 à nouveau une forte pression sur la frontière Est de l’Union européenne, renouant avec sa grammaire historique de puissance et d’intimidation, il semble important de se remémorer ces événements pour comprendre le ressenti d’aujourd’hui des Polonais, Estoniens, Lituaniens et Lettons face à cette impression de vivre le retour de ces heures tragiques.

Le colonel (ER) Claude Franc, à travers deux articles consacrés à la disparition de la Pologne en 1939 et à la soviétisation des États baltes et de la Pologne orientale, nous rappelle ces faits qui laissèrent une marque indélébile dans ces pays et constituent une des clés de compréhension des tensions d’aujourd’hui.

Septembre 1939 - La disparition de La Pologne

Au cours de son histoire la Pologne n’a jamais été un État aux [frontières](#) clairement définies au sein d’une Europe centrale multiethnique. Le premier mois de la seconde guerre mondiale fut marqué par sa disparition rapide, qui, il faut en convenir, était inscrite dans les faits, autant par la géographie que par le rapport de forces entre les deux belligérants, Allemagne et Pologne.



Depuis la Prusse orientale et la Poméranie au nord, la Haute-Silésie et les territoires tchèques et slovaques occupés au printemps, l'Allemagne encerclait la Pologne et son plan d'opérations, sous forme d'une gigantesque tenaille ne pouvait que sauter aux yeux, dès lors que l'on se penchait sur une carte.

Nonobstant cette évidence et le fait que le rapport de forces penchait très fortement pour le camp allemand, au lieu de concentrer leur défense à hauteur de la Vistule et de son affluent le San, qui raccourcissait considérablement leur ligne de front et leur évitait un encerclement initial, le commandement polonais opta, sous une forme de fuite en avant, pour la plus mauvaise des solutions, une défense de l'avant, en concentrant les forces vives de ses armées dans la zone occidentale du pays, là où les Allemands devaient frapper, sous forme de *Blitzkrieg*. Même les réserves de théâtre se trouvaient déployées.

Qui plus est, le rapport de forces est écrasant au bénéfice de l'armée allemandes et les dispositions intellectuelles des deux états-majors centraux penchent également du côté

allemand.

Alors que la *Wehrmacht* va mettre en œuvre, outre une quarantaine de divisions d'infanterie classiques, l'ensemble de ses forces blindées et motorisées : soit 14 divisions « *rapides* », selon la terminologie de l'époque. Tous les échelons du commandement de ces divisions étaient parfaitement entraînés à leur maniement, autour du triptyque char-avion-radio.

L'armée polonaise quant à elle, ne possédait pratiquement aucune unité motorisée et encore moins blindée. Quasiment dépourvues d'appui aérien, [les unités polonaises ne comptaient que très peu d'armement antiaérien ou d'armement antichar](#). Enfin, confrontés à une économie difficile et à un outil industriel à rebâtir, enfermés dans une certaine rigidité intellectuelle, les généraux polonais n'ont pas toujours su, avant-guerre, adapter leur outil aux nouvelles données technologiques ou doctrinales du moment.

À défaut de prendre l'offensive, ce qui était quand même illusoire, le commandement polonais avait l'intention d'engager des contre-offensives immédiates, visant à désintégrer la tenaille allemande, dont les deux mâchoires au nord et au sud, seraient trop éloignées l'une de l'autre pour se resserrer à l'arrière des forces polonaises. L'état-major polonais nageait en plein irréalisme, d'autant plus qu'il attendait une réaction française sur le front franco-allemand...

Prusse orientale, soutenu par celle de Kluge qui coupe le Corridor de Dantzig, progresse du nord au sud vers la Narew, avant de franchir le Bug, en direction de Brest-Litovsk. Au sud, l'armée de Reichenau, débouchant de Silésie, vise le cours moyen de la Vistule. Sur sa droite, l'armée de List s'empare de Cracovie et progresse vers l'est, en direction du San et de Przemysl.

Très rapidement, le commandement allemand prend conscience de la pertinence de son plan, et surtout, de la capacité des grandes unités blindées, de manœuvrer en autonome, à leur rythme, sans attendre le soutien des corps d'infanterie. La *Blitzkrieg* s'impose.

Ce n'est que le 10, réalisant enfin l'inanité de son système de défense, que le commandement polonais donne l'ordre de retraite, en direction du sud-est. Mais il est trop tard. L'enveloppement des armées polonaises à l'ouest de la Vistule est consommé par la jonction rapide des corps blindés de Guderian, qui, sur la mâchoire nord, atteignait Brest-Litovsk, tandis que celui de Kleist, sur la mâchoire sud, atteignait Lemberg (aujourd'hui Lviv en Ukraine) et poursuivait vers le nord.

À ce stade, en de dix jours, la campagne était virtuellement terminée, les opérations ne visant alors qu'à resserrer le dispositif allemand autour de Varsovie. Le 17 septembre, sur sa frontière orientale, la Pologne était envahie par l'armée Rouge, dans une zone vide de troupes.

Quinze jours à peine avaient suffi au commandement allemand pour détruire l'armée polonaise. Même une réelle offensive française à l'Ouest (où ?) n'aurait servi à rien pour sauver la cause polonaise.

Quels ont été les enseignements majeurs que les deux camps ont pu tirer de cette campagne-éclair ?

Nul doute que pour les Allemands, la campagne de Pologne fut un formidable encouragement à poursuivre la mise au point de la doctrine de la *Blitzkrieg* et l'équipement des grandes unités blindées. À ce titre, les blindés légers furent retirés du service pour être remplacés, au fur et à mesure des sorties d'usine, par des chars moyens, armés de canons et non pas de mitrailleuses. Le succès prodigieux de cette campagne fut également un excellent argument pour faire taire les préventions qui se faisaient encore jour au sein de l'état-major allemand à l'égard de la guerre-éclair.

Mais le paradoxe fut que, du côté français également, les enseignements tirés de cette campagne, où aucune unité française ne se trouvait engagée, aboutirent également à une confirmation de la doctrine en vigueur. Quand on refuse intellectuellement de se remettre en cause, ce sont toujours les mêmes arguments qui sont ressassés : l'armée française n'est pas l'armée polonaise ; les conditions d'engagement de l'armée allemande n'ont rien à voir avec celle qu'elle pourrait rencontrer en France.

Seul, au PC de la 5^e Armée, le commandant des chars, proposa au commandement une refonte et une remise en cause de la doctrine d'emploi des chars comme accompagnement d'infanterie. Sa proposition demeura lettre morte. Il récidivera au mois de janvier, en adressant, hors de toute voie hiérarchique, un [mémoire](#) en ce sens à 80 personnalités

politiques, qui recueillera le même silence poli.

Le réveil n'en sera que plus brutal.

1939 - La soviétisation des États baltes et le Pologne orientale

Les lecteurs de cet article, qui ont pris la peine de lire les *Mémoires* du général Beaufre, doivent se souvenir que les négociations anglo-franco-soviétiques ouvertes en 1939 ont capoté sur le refus polonais d'ouvrir leur territoire à l'armée soviétique en leur concédant un droit de passage.

L'échec de ces pourparlers devait conduire tout droit au pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939, signé par Ribbentrop et Molotov. Le gouvernement polonais, acculé dans une impasse, savait en effet pertinemment que les troupes soviétiques à qui il aurait accordé ce droit de passage se feraient inévitablement les fourriers du communisme et que la propagande serait d'autant plus efficace qu'elle s'adresserait à des masses paysannes peu évoluées.

La bolchevisation de la Pologne orientale



Depuis qu'ils ont pris pied en Pologne fin septembre 1939, avec la complicité de l'Allemagne nazie, les Soviétiques ont œuvré par tous les moyens pour y installer le communisme.

Les numéros de cette époque des *Izvestia*⁽¹⁾ (« *Les nouvelles* ») sont remplis d'articles relatifs à cette action dans la zone polonaise annexée par l'Armée Rouge. Dans tous les villages des « comités paysans » ont été mis sur pied, qui ont pris en charge la gestion des grands domaines agricoles, dont les propriétaires avaient prudemment fui ou ont été pourchassés. Une « *milice populaire* » a été mise sur pied pour aider les détachements militaires à maintenir l'ordre. Des soviets locaux veillent à l'administration. Dans les villes et les centres industriels, une « *garde ouvrière armée* », exactement du même type que celles qui existent en Russie soviétique a été mise sur pied. Prudents, les nouvelles autorités soviétiques ne vont pas jusqu'à interdire le culte catholique, mais les prêtres sont surveillés et les évêques ne peuvent quitter leurs

évêchés.

En Ukraine polonaise (la Galicie avec Lemberg comme capitale, aujourd'hui Lviv), le Politburo a délégué l'un de ses membres les plus en vue, et d'une fidélité absolue à Staline, l'Ukrainien Nikita Khrouchtchev en large partie responsable de la grande famine dans son pays d'origine 7 ans plus tôt. Celui-ci, s'adressant aux Ukraino-Polonais leur a enjoint d'organiser leur vie sous la direction du parti communiste, lequel veillerait à ce qu'il n'apparaisse aucun déviationnisme. Une propagande intense en faveur du communisme est faite jusque dans le moindre village, développant inlassablement le même thème : « *L'Armée Rouge est entrée en Russie blanche et en Ukraine occidentale, comme libératrice et amie des travailleurs Polonais, Juifs, Ukrainiens et Blancs-Russes* ».

Depuis sa formation en 1919 et après la victoire polonaise sur l'armée Rouge en 1920, toute la politique intérieure polonaise avait consisté à combattre féroce­ment l'infiltration communiste. Suite au Pacte de non-agression, les digues sont rompues, et la vague communiste balaie la Russie Blanche, l'Ukraine et la Galicie occidentales.

L'annexion de la Pologne orientale à l'Union soviétique

À Moscou, le Soviet Suprême, qui ne se réunit que rarement, avait été convoqué spécialement pour prendre acte de l'incorporation à l'Union soviétique des territoires occupés en Pologne par l'Armée Rouge qui avait pénétré sur le territoire polonais, le 17 septembre 1939, dans la foulée de la victoire nazie sur la Pologne. Une clause secrète du pacte de non-agression partageait en effet la Pologne entre le Reich et l'URSS. La Pologne subissait son quatrième partage⁽²⁾ depuis celui qui l'avait déjà rayée de la carte en 1796, entre Frédéric Guillaume (Prusse), Catherine II (Russie) et François II (Autriche)⁽³⁾.

Le 28 septembre 1939, le Reich et l'URSS signaient à Moscou un traité délimitant leur nouvelle frontière commune. En moins de deux semaines la Russie avait repris à la Pologne la quasi-totalité des provinces situées à l'ouest de la ligne Curzon⁽⁴⁾ convoitées par La Russie soviétique en 1919. Cette zone correspondait à la partie de la Pologne située à l'est du Bug et du San⁽⁵⁾.



Cette conquête n'a pas été opérée sans combats, et M. Molotov lui-même a déclaré que l'Armée Rouge avait dû soutenir des « *engagements sérieux* » qui se sont traduits par 737 tués et 1862 blessés. Mais ces pertes sont peu de choses, eu égard à l'étendue des territoires occupés : 196 000 km² et 13 millions d'habitants.

Le premier soin des Soviétiques a été d'instituer le régime communiste dans cette nouvelle zone soumise à leur domination et d'en organiser l'administration en deux républiques soviétiques, dites respectivement de la Russie Blanche occidentale avec Białystok comme capitale, et de l'Ukraine occidentale avec Lwów (Lemberg) comme capitale, ces deux centres

administratifs et politiques n'étant d'ailleurs que provisoires. En justifiant l'entrée des troupes de l'Armée Rouge en Pologne, Molotov⁽⁶⁾ déclarera qu'il s'agissait simplement d'assurer la sécurité de l'URSS et de secourir la « population sœur d'Ukraine et de Russie Blanche » qui, selon lui, aurait témoigné une « *sympathie générale* » à l'Armée Rouge. En parallèle débutait le massacre par le NKVD de dizaines de milliers de soldats et de cadres, ainsi que la déportation vers le goulag, qui sera pour beaucoup sans retour, d'autres milliers de citoyens polonais⁽⁷⁾.

Dès le 22 octobre, les Soviétiques procédaient en Ukraine et en Russie Blanche à des élections qui se sont déroulées sous le strict contrôle du Parti communiste et des « *sections politiques* » de l'Armée. Les résultats en étaient donc acquis d'avance et, sans surprise, les candidats officiels ont recueilli 91% des voix. C'est par un vote unanime que les deux assemblées des nouvelles républiques ont proclamé le 28 octobre le rattachement des territoires ci-devant polonais à l'URSS et, trois jours plus tard, le Soviet suprême — réuni pour la cinquième fois seulement depuis sa création — enregistrerait solennellement ce rattachement « *définitif* ».

L'emprise soviétique sur les pays Baltes

Baltique et le contrôle absolu de la navigation à l'entrée du Golfe de Riga et du Golfe de Finlande.

Les trois accords bilatéraux entre Moscou et les capitales baltes ont été conçus de la même manière, sous la forme d'un pacte d'assistance mutuelle avec spécifications de secteurs, îles ou ports où l'URSS sera en droit d'entretenir des forces terrestres, aériennes ou navales. Les exigences soviétiques ont été formulées impérativement.

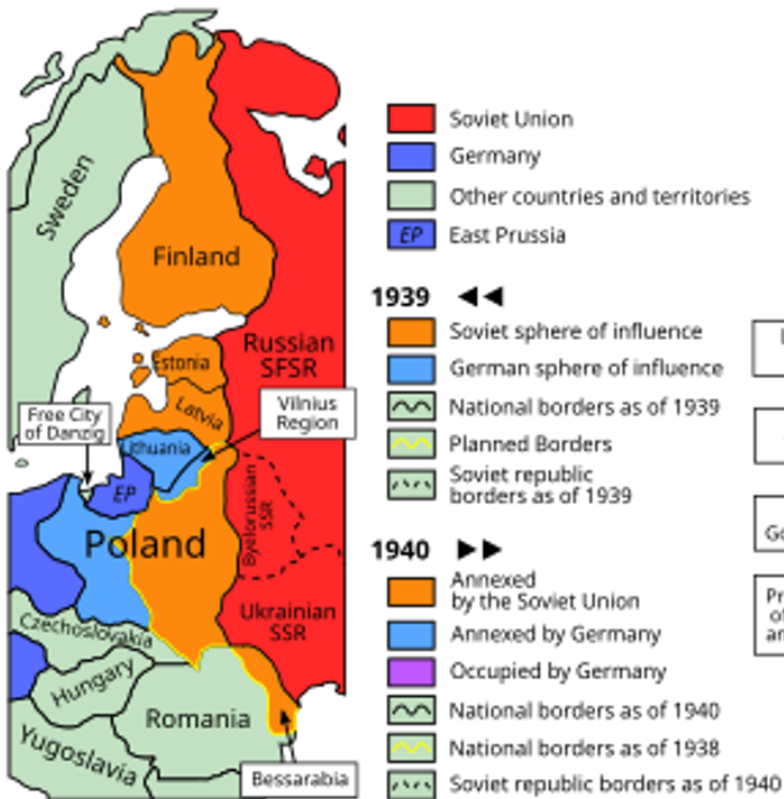
La Lituanie, toutefois, a été la mieux traitée : en échange des facilités concédées aux Russes, la ville de Vilno, reprise aux Polonais lui a été rattachée. Il convient de se rappeler les conditions dans lesquelles les Lituaniens avaient perdu Vilno, qu'ils appelaient Vilna (aujourd'hui Vilnius, capitale de la Lituanie) : par un coup de force de Pilsudski⁽⁸⁾, ce qui explique leur satisfaction de la récupérer.

Au même moment, sur décision d'Hitler, l'administration allemande intimait à ses minoritaires d'origine allemande d'avoir à quitter un pays qu'ils habitaient souvent depuis plusieurs générations. Ce procédé, qui avait déjà été appliqué ailleurs (notamment entre Grecs et Turcs après la guerre de 1922) répond à une très stricte application de droit des nationalités, poussé dans les derniers retranchements de sa logique. Cela a même été parfois le seul moyen pour parvenir à régler d'insolubles questions de minorités. Hitler avait déjà eu recours à ce procédé pour les Allemands du Brenner. Dans un discours prononcé au Reichstag à la même époque, il annonçait son intention d'étendre ce procédé aux minorités allemandes existantes en Hongrie, Roumanie ou Yougoslavie.

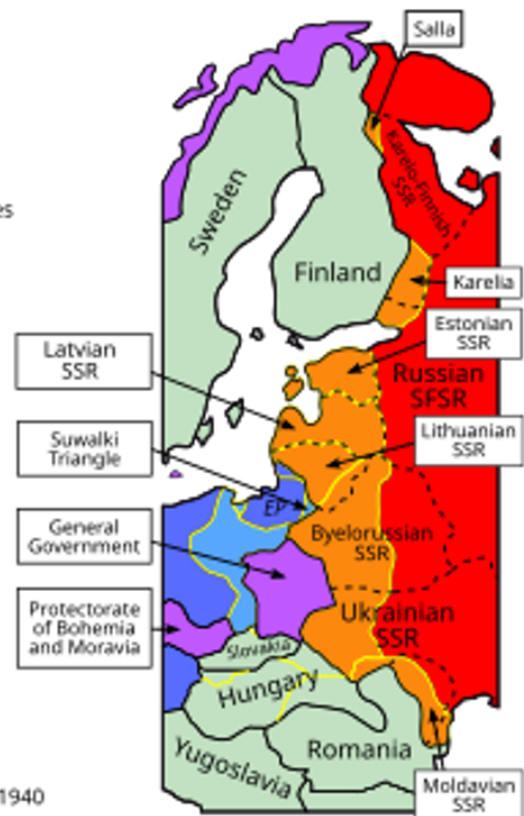
Pour en revenir aux États baltes, mis sous orbite soviétique avant leur annexion pure et simple l'année suivante, comme la partie orientale de la Pologne, une clause secrète du Pacte de non-agression germano-soviétique indiquait un partage de zones d'influence entre le Reich nazi et l'Union soviétique : contre les mains libres à l'Ouest, Hitler avait concédé à Staline une vaste zone d'influence dans les États Baltes et en Pologne orientale, ce qui permettait à l'Union soviétique de contrôler la Baltique. Mais Staline était tout à fait conscient de la précarité de cet accord circonstanciel, le principe du *Drang nach Osten* demeurant pérenne à moyen terme dans l'idéologie nazie. Mais, en s'alliant avec Hitler, même de façon précaire, Staline visait un double objectif : gagner des délais, car il lui en fallait pour remonter en puissance l'Armée Rouge dont le commandement avait lourdement été affaibli par les grandes purges des années 1937 et 1938 ; et ensuite, reporter le plus à l'Ouest possible la ligne de confrontation, qu'il sait inéluctable, entre l'Armée Rouge et la Wehrmacht.

En agissant de la sorte, Staline a fait preuve de réelles qualités de stratégie.

Planned division of Central Europe according to Molotov-Ribbentrop Pact



Actual territorial changes 1939-1940



NOTES :

1. Journal soviétique né lors de la Révolution et qui, à l'instar de la *Pravda* (la vérité), a tenu le rôle de « *Journal officiel* » du régime. Comme on le soulignait à l'époque, il n'avait aucune pravda dans les Izvestia et aucune izvestia dans la Pravda.
2. https://fr.wikipedia.org/wiki/Évolution_territoriale_de_la_Pologne
3. À Tilsitt, en 1807, en créant le Grand-Duché de Varsovie, succédané d'un État polonais, qui ne durera que jusqu'au traité de Vienne en 1815, Napoléon renouait avec la politique d'amitié franco-polonaise initiée par la participation des armées françaises à la Guerre de Succession de Pologne (1733 - 1738), puis par le mariage polonais de Louis XV avec Marie Leckzinska. En 1830, excédé de la poigne moscovite, le peuple polonais s'est soulevé, révolte qui a été réprimée avec beaucoup de sauvagerie par Alexandre 1^{er}, selon le slogan qui a fait école « *L'ordre règne à Varsovie !* ».
4. Ligne de délimitation de la frontière proposée par le ministre des Affaires étrangères britannique durant la guerre polono-soviétique de 1919-1920 et qui correspondait *grosso modo* à une ligne de partage ethnique aussi juste que possible entre Polonais et Russes.
5. Ces territoires, historiquement polonais, ne seront jamais rétrocédés à la Pologne à l'issue de la guerre. La compensation pour la Pologne sera un glissement de sa frontière occidentale jusqu'à la Ligne Oder Neisse, c'est-à-dire le retour dans le giron polonais de l'ensemble de la Silésie, perdue au profit de la Prusse au XVIII^e siècle.

6. Président du Conseil des Commissaires du peuple, soit chef du Gouvernement.
7. https://fr.wikipedia.org/wiki/Répressions_soviétiques_des_citoyens_polonais
8. https://fr.wikipedia.org/wiki/Józef_Piłsudski